



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Speech of Irina Bokova, UNESCO Director-General, to the Information Meeting for the Executive Board

Paris, 29 January 2013

Madame la Présidente du Conseil exécutif,

Madame la Présidente de la Conférence générale,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil exécutif,

Bonjour à toutes et à tous.

Avant de commencer je voudrais revenir un instant sur les derniers développements de la situation au Mali.

Nous avons eu une réunion de travail sur ce sujet et nous travaillons sur le plan d'action que nous allons finaliser avec la délégation du Mali et de la France et que nous partagerons avec vous très rapidement, de manière à lancer dans les plus brefs délais une action pertinente et forte sur le terrain.

Mesdames et Messieurs,

Comme chaque année à la même époque, les Etats membres du Conseil exécutif se réunissent pour débattre et partager les informations qui éclairent la marche de l'UNESCO.

La réunion de ce matin revêt une importance particulière, au commencement de cette nouvelle année, dont chacun sait qu'elle sera décisive pour l'organisation.

Décisive sur le plan budgétaire... décisive parce que nous allons définir notre nouvelle stratégie à moyen terme... décisive aussi parce nous traversons un monde en pleine transformation.

Ces défis, nous devons les aborder avec lucidité, et aussi avec confiance.

Rappelons-nous quelle était notre situation il y a tout juste un an.

Chacun s'en souvient : nous étions dans cette même salle, confrontés à une situation financière inédite.

12 mois plus tard, au prix de lourds sacrifices, la situation est sous contrôle – elle est difficile, avec beaucoup de défis, mais elle est sous contrôle.

Ensemble, nous avons pris des mesures radicales pour réduire nos dépenses... et pour dégager de nouvelles recettes.

Nous avons discuté d'une feuille de route, et nous la mettons en œuvre. Elle est notre programme commun, et nous suivons la ligne directrice que vous avez clairement fixée.

Ensemble, nous avons dégagé de nouvelles ressources extra-budgétaires – 364 millions au total, dont 141 millions rien que pour le secteur de l'éducation.

Nous avons aussi établi un fonds d'urgence, et de nombreux pays y ont déjà contribué. Je pense aussi à tous ceux qui se sont mobilisés pour aider au travail de cette Organisation par des contributions en nature, des mises à disposition de salles, d'experts, de moyens, et je les en remercie.

Il a fallu faire des choix difficiles, et nous les avons faits.

Et surtout, durant toute cette période, nous sommes restés ambitieux, concentrés sur notre travail, au service des Etats membres et au service des peuples : conférence mondiale pour le droit des filles et des femmes à l'éducation avec le Pakistan... lancement du plan d'action sur la sécurité des journalistes...

L'UNESCO s'est mobilisé dans beaucoup de pays, au Mali, en Syrie, en Tunisie pour sauver le patrimoine et je réponds à la question de la Roumanie.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les Nations Unies. Nous avons contacté les gouvernements... alerté les forces armées... distribué des cartes...

imprimé 8000 « passeport pour le patrimoine »... publié des images de certains sites détruits. Un atelier régional de lutte contre le trafic illicite des biens culturels aura lieu en février à Amman.

Les informations qui nous parviennent de Tombouctou, de Gao, d'Alep, sont encore parcellaires. De nouvelles destructions sont à craindre. Nous sommes prêts à intervenir sur le terrain dès que la situation le permettra.

La façon dont l'UNESCO s'est mobilisée, en restant soudée, en dit long sur notre force réelle. J'avais dit, dès le début, que 2012 serait un test de sang froid.

Et l'UNESCO a réussi ce test.

Nous sommes sur le devant de la scène, au cœur des initiatives du Secrétaire général des Nations Unies, comme *l'Education avant tout*, ou le Conseil consultatif scientifique de Ban Ki-moon.

Il y a quelques jours, j'étais à Davos pour le forum économique mondial sur le thème de la résilience dynamique.

2012 aura été l'année de la résilience de l'UNESCO.

Mon espoir, et mon engagement, est de faire de cette année 2013 l'année du renouveau.

Partie 1. Situation financière, compte rendu des programmes

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais commencer par répondre aux questions posées sur notre situation financière, et cela me permettra aussi d'évoquer l'avancement de notre feuille de route et de la réforme.

Le Royaume-Uni demande l'état de nos finances, et c'est en effet une question cruciale.

Sur ce point notre situation est très claire.

La Conférence générale a voté un budget de 653 millions de dollars.

Face à la suspension de 22% de nos contributions et au déficit imputable à 2011, j'ai fixé un plafond de 465 millions de dollars.

Cela représente un objectif de diminution de 188 millions.

A ce jour, nous avons réussi à réduire nos dépenses de 136 millions.

Il s'agit – et je pèse mes mots – d'un effort absolument considérable, face à une situation exceptionnelle qui, je l'espère, ne se reproduira pas.

Nous sommes encore 44 millions de dollars au dessus du plafond que j'ai fixé, incluant les 30 millions de dollars du fonds de roulement, et nous allons poursuivre nos efforts.

A l'heure actuelle, nous avons les ressources disponibles suffisantes dans le fonds d'urgence pour y faire face, et nous devrions par conséquent être à l'équilibre fin 2013.

Nous sommes arrivés à ce résultat au prix d'un effort extraordinaire, et nous l'avons fait parce que c'était le seul choix responsable.

Pour autant, chacun ici comprend que cette situation n'est pas tenable à long terme : elle affecte nos capacités de mise en œuvre, elle nous rend dépendant de fonds extérieurs, ce qui nous met dans une situation précaire, et je dirais même dangereuse.

Concernant notre trésorerie – en réponse à une autre question du Royaume-Uni.

Ici aussi, la situation est claire.

De nombreux Etats membres se sont mobilisés pour verser leurs contributions en avance, et je les en remercie.

Grâce aux 10 millions de dollars reçus dès la fin 2012 – et aux 41 millions de dollars reçus à la mi-janvier, ajoutés aux ressources du Fonds d'urgence, nous devrions terminer le biennium sans avoir recours à l'emprunt.

Evidemment, cela suppose de continuer nos efforts de réduction des coûts.

- C'est pourquoi je n'ai autorisé les dépenses de fonds que pour les 6 premiers mois de l'année.
- J'ai également donné instruction de réduire encore les dépenses et le nombre des consultants
- Je maintiens le gel de 100% des postes vacants, sauf exception, et j'ai demandé un nouvel examen des postes dits « critiques » proposés au recrutement.

En parallèle, nous poursuivons la mise en œuvre de la feuille de route que vous avez adoptée et je voudrais répondre à la délégation de l'Autriche, qui demande les économies réalisées.

J'ai déjà parlé de la réduction globale de nos dépenses – 136 millions.

Les coûts de personnel ont déjà baissé de 23% (76 millions), les coûts d'assistance temporaire et de consultants de 40% (27 millions), les coûts de mission de 40% (plus de 7 millions).

C'est un effort considérable.

Nous avons également fixé un objectif de réduction des coûts administratifs de 15%.

Nous sommes parvenus à les réduire de 14% (c'est-à-dire 17 millions de dollars de moins par rapport au budget approuvé) et nous prévoyons une diminution de 18% sur le biennium.

Il n'est pas toujours facile de ventiler précisément ces réductions par service, mais l'essentiel provient :

- de la suspension des postes – 135 postes suspendus au Siège, 78 hors Siège.
- de la révision des contrats passés avec nos prestataires et fournisseurs, comme la renégociation des contrats de téléphonie par exemple ;
- de la révision des coûts des réunions statutaires ;

J'ajoute que la réduction de 10% des postes administratifs, qui était l'objectif numéro 13 de la feuille de route, est en cours.

Nous avons maintenant une plateforme administrative commune à tous les services centraux, ce qui représente une économie de 2 millions de dollars par biennium.

Et nous allons procéder à l'évaluation de la situation des postes de chargés d'administration dans les secteurs de programmes.

J'ajoute qu'il n'est pas seulement question d'économies : car les gains d'efficacité se mesurent en temps gagné, qui rendent l'organisation plus efficace.

Nous poursuivons l'optimisation de toutes ces dépenses sur la base des recommandations du groupe de travail sur la réforme administrative que j'ai lancé en 2012, le « TASCOS », qui reprennent d'ailleurs en partie les idées de nos collègues.

Il y avait une question des délégations de l'Italie et de la Chine sur le ratio du personnel hors Siège / Siège.

C'était l'objectif numéro 6 de la feuille de route : améliorer le ratio de 35/65 à 40/60.

En termes de postes, le ratio est désormais de 37 postes Hors Siège pour 63 postes au Siège, notamment suite à l'abolition substantielle de 59 postes au Siège.

Les abolitions de postes prévues en 2013 devraient amener ce ratio à 38/62.

En termes de personnel, comme 70% des postes ouverts au recrutement le sont hors Siège, et au vu des transferts prévus ces prochains mois, nous allons nous rapprocher de l'objectif.

Je voudrais ajouter, en réponse à la Chine, qu'en termes de distribution géographique, la situation fin 2012 était de 81% de pays représentés, pour un objectif de 85% en 2016.

Je reconnais en toute franchise que sur ce point nous avons encore du travail, et c'est une priorité de la stratégie des ressources humaines pour la période 2011-2016.

L'Italie a souhaité connaître l'augmentation du nombre de nos partenariats publics privés.

C'était l'objectif numéro 9 de la feuille de route : augmenter les partenariats de 10%. Cet objectif est atteint : leur nombre a augmenté de 25%. Depuis octobre, 25 nouveaux accords ont été conclus, pour un montant total de 29 millions de dollars.

A cela s'ajoutent 61 nouveaux accords bilatéraux conclus au second semestre 2012 pour un montant de 98 millions de dollars.

Nous poursuivons nos efforts sur les autres objectifs de notre feuille de route et j'en cite quelques-uns, même s'il n'y avait pas de questions là-dessus :

Objectif numéro 1 : concentrer et réduire le nombre des plans de travail de 20%.

Nous les avons réduit de 15% au global, et de 21% dans les grands programmes.

Objectif numéro 2 : réduire de 30% les plans de travail dont les coûts opérationnels sont trop limités.

Ils ont été réduits de 54% au global et de 59% dans les grands programmes.

Nous avançons vers l'objectif de la réforme du dispositif hors Siège, et j'y reviendrai dans un instant.

Nous rencontrons des difficultés sur certains objectifs, par exemple pour équilibrer les postes de programmes et ceux de l'administration parmi les postes vacants. En effet, le gel quasi-total de tous ces postes limite nos marges de manœuvre.

Nous allons continuer et c'est un effort continu, qui s'appuie sur le travail de réforme déjà engagé depuis 3 ans, dans la logique des recommandations de l'Évaluation externe indépendante.

Cette évaluation est le fondement de ma réforme, et en réponse à la délégation des États-Unis, nos principales cibles dans ce domaine sont détaillées dans les 86 points de notre plan d'action, dont la réussite dépend du soutien des États-Membres.

L'autre clé de la réforme et des économies, c'est aussi de donner une image plus fidèle et transparente de notre structure de coûts. Et c'est le sens de la question d'Oman sur le budget fondé sur les résultats.

C'est pourquoi, dans le prochain C/5, je préciserai pour chaque résultat escompté les «coûts des programmes» et les «frais de gestion et d'administration» qui y sont attachés.

« Les coûts du programme » engloberont les coûts opérationnels directs et de personnel qui contribuent à l'atteinte des résultats, de manière à clarifier un certain nombre de discussions.

Ce sera une étape décisive vers une image plus fidèle de nos coûts, et nous pourrons construire sur cette base des plans de travail précis pour 2016-2017.

Mesdames et Messieurs,

En complément de ces réponses, je voudrais apporter des précisions sur les résultats obtenus au cours des derniers mois, car ils témoignent aussi des progrès de la réforme.

En effet, nos efforts ne se mesurent pas seulement à l'aune des économies et des réductions de coût, mais à l'aune des résultats obtenus dans la mise en œuvre des programmes.

La première recommandation de l'Evaluation externe était de concentrer l'action de l'UNESCO sur ses domaines phares.

- A cet égard, la réunion mondiale sur l'éducation pour tous, en Novembre dernier a été un rendez-vous majeur, appelant à renouveler l'engagement politique dans la dernière ligne droite vers 2015, sur un petit nombre d'actions stratégiques et prioritaires.
- Près de 300 participants dont 20 ministres ont souligné l'importance de faire figurer l'éducation dans l'agenda post 2015, et nous travaillons assidument en ce sens, au niveau global et régional – par une consultation thématique en ligne avec l'UNICEF, par l'organisation de plusieurs réunions régionales – en Afrique du Sud, en Egypte et au Mexique, et prochainement à Bangkok.

Le rapport annuel de suivi de l'éducation pour tous, sur le thème du lien entre l'école et le monde du travail, a été lancé dans 65 pays, avec des retombées presse trois fois supérieures à 2011, qui était déjà un succès.

La réunion pour l'éducation des filles et des femmes, dédiée à cette jeune fille courageuse, Malala Yousufzai, organisée avec le gouvernement du Pakistan, a été un autre moment fort, relayé dans plus de 35 pays, avec 20 personnalités de très haut niveau... Les Etats-Unis et la Royaume Uni ont souhaité connaître les prochaines étapes : le Pakistan s'est engagé à verser 10 millions de dollars et nous avons engagé les discussions pour identifier les projets concrets avec le donateur.

- Je prends un autre exemple, dans le domaine de la culture. Comme vous le savez nous arrivons au terme des 18 projets « culture et développement » du fonds espagnol pour les objectifs du millénaire pour le développement.

L'UNESCO s'apprête à publier les résultats définitifs et ils sont, à de nombreux égards, exceptionnels. Ils montrent, chiffres à l'appui, le pouvoir de la culture et le rôle de l'UNESCO pour le développement durable par la mise en œuvre de nos conventions culturelles : 600 emplois créés pour les femmes dans le tourisme culturel au Sénégal... 1500 emplois au Costa

Rica dans les secteurs culturels... formation de plus de 300 artisans du Cambodge... à titre d'exemples.

Pour la première fois au Mozambique, une direction nationale pour la promotion des industries culturelles a été créée... et ailleurs dans le monde, 11 nouvelles lois et de nombreuses stratégies culturelles ont vu le jour, grâce à l'UNESCO, au Honduras, dans les Territoires palestiniens occupés, en Equateur.

L'UNESCO a mis en place un outil internet pour mettre en valeur ces projets, et partager cette expérience, avec un moteur de recherche dédié, permettant de croiser les données par projet, par pays. C'est une façon de concilier le « savoir faire » et le « faire savoir », qui n'a pas toujours été le point fort de l'UNESCO.

Ces documents vont être une carte de visite incontournable pour l'après 2015, en montrant les exemples concrets de mise en œuvre de nos Conventions sur le terrain.

Je sais que cette approche répondra non seulement aux attentes de transparence exprimées par le Conseil et servira aussi à la communauté internationale dans ses futures actions de programmation conjointe.

Surtout, ce travail permet de bien articuler les deux niveaux de notre stratégie :

1. le niveau global, avec les résolutions culture et développement adoptées à l'Assemblée générale de l'ONU notamment.
2. le niveau opérationnel, en montrant comment la mise en œuvre des Conventions soutient le développement et s'intègre dans la programmation conjointe. Aujourd'hui la culture est inscrite dans plus de 70% des UNDAF, soit plus du double d'il y a 10 ans. C'est une augmentation spectaculaire et nous vous distribuerons très prochainement l'analyse détaillée que nous venons de finaliser sur ce sujet, qui donne un grand nombre d'informations très intéressantes à cet égard.

Sur tous ces points, l'UNESCO est en pointe, et c'est le résultat direct d'une politique de concentration. Nous allons construire sur cette base, dans la perspective de la conférence de Hangzhou sur culture et développement, organisé avec la Chine et les autorités de Hangzhou, du Débat thématique du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 juin et de l'ECOSOC en 2013, sur deux thèmes liés au mandat de l'UNESCO : la science et la culture pour le développement, pour lequel nous travaillons avec le secrétariat de l'ECOSOC. L'ensemble de ces initiatives nous permettront de mieux orienter le débat sur l'après 2015.

La deuxième recommandation de l'Evaluation externe était de rapprocher l'UNESCO des réalités du terrain.

- Et je réponds ici à la question posée par Djibouti, sur la réforme du dispositif hors Siège : elle se déroule conformément aux prévisions et devrait être finalisée dans les temps. Tous les bureaux régionaux multi secteurs seront je l'espère opérationnels à la fin de l'année, certains bureaux nationaux sont déjà en place (Juba, Abidjan).
- Je voudrais assurer la délégation du Ghana, qui a posé une question légitime, que nous allons continuer de soutenir pleinement le développement du pays, qui est l'un des plus rapides du monde, via le nouveau bureau national d'Accra. Nous avons là aussi une coopération très forte dans le domaine de la culture et du patrimoine, dans le domaine de l'éducation et l'UNESCO continuera de s'y investir avec toute la force de notre mandat.
- Rapprocher l'UNESCO des réalités du terrain, c'est aussi ce que nous faisons auprès de pays à revenus intermédiaires comme la Malaisie qui vient de lancer, suite à l'évaluation de leur politique éducative conduite avec l'UNESCO, une nouvelle stratégie éducative pour 2013-2025.
- Je pense aussi à notre action au Myanmar, où nous intervenons pour renforcer l'ensemble du système éducatif – c'est un travail qui n'avait pas été entrepris depuis 20 ans.
- Au Soudan du Sud, nous posons les bases du futur système éducatif du pays – qui est la raison d'être de l'UNESCO.

- et au Tchad, l'UNESCO a été désignée pour la première fois « Entité de gestion » par le partenariat mondial pour l'éducation, pour mener à bien les projets sur les enseignants, l'alphabétisation non formelle, pour 7 millions de dollars, sur les 47 millions alloués au total. Une mission est prévue du 4 au 9 février pour rencontrer les nouvelles autorités tchadiennes et accélérer le travail.

- Je voudrais répondre à la question de l'Ethiopie sur notre action en Somalie. Une évaluation stratégique de la présence des Nations Unies sur place vient d'être réalisée, et l'UNESCO s'est positionnée pour accompagner le pays. Début 2012, nous étions membres du groupe sectoriel sur éducation... aujourd'hui nous assurons la présidence du groupe sur la jeunesse, la coprésidence du groupe de soutien aux médias (avec les Etats-Unis), et le secrétariat du groupe sur l'environnement. J'ai alloué 300 000 dollars du Fond d'urgence pour le renforcement du système éducatif de Somalie, et une conférence sur ce dossier sera organisée à Mogadiscio en 2013. J'ajoute que nous allons y étendre notre projet de cartographie des ressources en eau déjà mis en œuvre au Kenya et en Ethiopie, dont les premiers résultats sont positifs.

- La proximité du terrain, c'est aussi l'établissement de la sous-commission de la COI pour l'Afrique et les Etats insulaires limitrophes, qui a développé un plan stratégique pour la région qui sera débattu en Avril à Cape Town, en Afrique du Sud.

La troisième recommandation de l'Evaluation externe était de rapprocher l'UNESCO des Nations Unies.

- L'UNESCO prend toute sa place dans le système, à la fois sur le plan institutionnel, du Conseil des Chefs d'Agence au Comité de haut niveau chargé des programmes. En réponse à la distinguée représentante de l'Allemagne, l'UNESCO s'est fortement investie dans la préparation de l'examen quadriennal complet (QCPR), dont les enjeux sont importants pour nous. En décembre, l'Assemblée générale des Nations Unies a arrêté des orientations pour les activités de développement et l'UNESCO va participer activement à leur mise en œuvre pour construire la deuxième génération de la réforme «unis dans l'action ».

- L'UNESCO est en première ligne des initiatives comme l'Education avant tout... ou le Conseil consultatif scientifique auprès de Ban Ki-moon... Nous sommes en phase de consultation active avec les autres agences pour ce Conseil consultatif. Nous finalisons les termes de référence et la liste des membres dans un climat très positif.

- Dans quelques jours, le 11 février, je lancerai ici à Paris en présence du Président de ONU-Eau, M. Michel Jarraud – Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale – l'Année internationale des Nations Unies pour la coopération dans le domaine de l'eau. Et le choix de l'UNESCO pour assurer la coordination des activités de cette Année est un puissant levier d'action, dans le prolongement du Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau. Je saisis l'occasion pour remercier tous les Etats membres qui, tout au long de l'année, vont se mobiliser, en mars au Pays Bas et à New York, en aout au Tadjikistan, en septembre à Stockholm pour la semaine mondiale de l'eau à laquelle j'assisterai, ou bien encore au sommet de Budapest, en Hongrie, en octobre.

- Dans le même ordre d'idées, je signale la réunion inter-agences de Vienne, le 22 novembre dernier, où plus de 120 participants de 15 agences des Nations Unies et 40 ONG étaient réunis pour lancer la mise en œuvre du plan d'action conjoint des Nations Unies pour la sécurité des journalistes dans 5 premiers pays : Soudan du Sud, Iraq, Népal, Pakistan, et un pays d'Amérique latine.

- Autre exemple : notre projet de trois ans pour l'éducation sexuelle dans 20 pays de l'Afrique australe adopté en novembre et financé à hauteur de 7 millions de dollars par la Suède, dans le cadre de notre travail au sein d'ONU-SIDA. L'UNESCO assume cette année la présidence du Comité des organismes parrains de l'ONU-Sida. C'est une responsabilité très importante qui nous permettra de mieux faire valoir l'importance de l'éducation contre la maladie.

Sur l'état d'avancement de notre stratégie de partenariats, qui est le 4^{ème} point de l'Evaluation externe indépendante, je voudrais répondre à la question de la délégation du Ghana :

- L'UNESCO s'est doté d'une stratégie globale de partenariats. Nous allons y intégrer trois types d'acteurs supplémentaires : les centres de catégorie 2, les ambassadeurs de bonne volonté, le réseau UNEVOC. Nous présenterons ces ajustements à la prochaine session du Conseil exécutif, et les objectifs et résultats escomptés seront précisés pour chaque catégorie dans le C4 / C5. Un guichet unique a été créé qui sera bientôt disponible.

- Entretemps notre coopération avec l'Union Européenne a pris une nouvelle ampleur, avec le lancement d'un projet pour l'accès à l'éducation des réfugiés syriens de Jordanie, pour un montant de 5,6 millions de dollars sur 3 ans, avec l'Académie de la reine Rania de Jordanie.

- Je signale également que nous sommes en train d'élever notre partenariat avec Procter et Gamble à un niveau plus stratégique, sur la base de notre premier accord signé en 2011 pour l'éducation des filles et des femmes au Sénégal.

Mesdames et Messieurs,

Je tenais à vous apporter ces informations qui donnent l'image de la réalité de l'UNESCO aujourd'hui.

Et je voudrais répondre ici aux questions soulevées par la Slovaquie et l'Arabie Saoudite, sur la comparaison et les leçons à tirer de la situation des années 80.

Ce sont des questions légitimes – et du strict point de vue des chiffres, nous pouvons noter qu'à l'époque, le retrait des Etats-Unis, de la Grande Bretagne et de Singapour avait entraîné une réduction de 19% des postes, et que nous avons aujourd'hui un taux de 17% de postes vacants, dont près de 100% sont gelés.

Mais comparaison n'est pas raison, et je crois que les situations sont différentes.

D'abord, il ne s'agit pas d'un retrait, mais d'une suspension.

Ensuite, il me semble que dans les années 80, certains membres voulaient manifester des divergences sur le rôle de l'UNESCO. Aujourd'hui l'importance de

l'UNESCO est largement reconnue et c'est l'une des leçons les plus importantes : l'UNESCO doit rester une organisation universelle.

La principale leçon que j'en tire, c'est que chaque époque a ses difficultés spécifiques : il faut les reconnaître comme telles et prendre les décisions adaptées, sans refaire l'histoire.

Et je voudrais répondre ici à la question très importante des Emirats Arabes Unis.

Oui, la situation est difficile et oui, elle suppose des sacrifices. Nous avons réussi à faire face pour le moment et j'insiste bien : pour le moment, car il est clair que la situation reste précaire. Notre avenir dépend de nos efforts et de l'engagement des Etats Membres.

Mais non, la réforme n'est pas dictée par la conjoncture, et non, nos efforts ne sont pas seulement une réponse aux problèmes de l'heure.

Les difficultés actuelles nous poussent à accélérer nos efforts, mais nous aurions du y consentir de toutes les façons : ils ont commencé avant et continueront après.

Mesdames et Messieurs,

Un objectif nous anime : la réforme. Une règle doit nous guider : le dialogue.

Le Nigéria, la Namibie, la Gambie, l'Ethiopie, le Kenya, Djibouti, le Burkina Faso, l'Egypte et la Grande-Bretagne m'interrogent sur le renforcement de notre priorité Afrique.

A cet égard, je voudrais souligner que j'ai souhaité rencontré le groupe Africain, que nous avons partagé nos visions et je saisirai toutes les occasions de le faire à nouveau.

Ces consultations sont essentielles à mes yeux pour l'élaboration de la nouvelle stratégie opérationnelle pour la priorité Afrique, qui doit orienter l'action de l'UNESCO en s'appuyant sur un nombre réduit de « programmes phares ».

Les réunions d'Addis Abeba de décembre et le séminaire organisé par le département Afrique (10-11 janvier 2013) ont aidé à identifier certains programmes phares. Et j'ai pris bonne note de ceux exprimées par la distinguée représentante du Nigéria, au nom de 16 pays Africains et je constate que ces programmes convergent et nous allons progresser sur cette base.

Notre nouvelle stratégie s'appuiera également sur les objectifs prioritaires signalés lors de la réunion de consultation régionale à Abidjan et nous poursuivrons nos consultations pour affiner cette stratégie, ici au Siège et aussi avec la Commission de l'Union africaine, les partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Notre stratégie opérationnelle fonctionnera en synergie avec le plan quadriennal de l'Union Africaine, sur 3 axes prioritaires :

1. renforcement des capacités humaines
2. promotion de la paix et de la démocratie
3. participation des femmes et des jeunes.

En réponse à la délégation du Kenya, je voudrais souligner l'importance du rôle et des actions en faveur de la jeunesse dans cette stratégie opérationnelle, en accord avec les orientations de la Commission de l'Union africaine, et cette priorité sera présente dans les résultats escomptés de tous les programmes phare.

C'est un processus continu.

Nous devons construire ensemble un agenda commun pour le continent, et je m'en suis entretenue avec Madame Zuma, Présidente de la Commission de l'Union Africaine, qui était ici le 15 novembre dernier.

Nous partagerons nos propositions courant février, pour permettre à chacun de contribuer, avant de les soumettre au prochain Conseil exécutif.

Ladies and Gentlemen,

In reply to the question of the distinguished delegate of the Congo, let me update you on the Emergency Fund.

By 31 December 2012, the Emergency Fund had received US\$ 68M, with a further US\$ 0.4M pledged.

A total of US\$ 24M has been allocated for expenditure.

The top recipients for 2012 are – Education (US\$ 4.58); Science (US\$ 4.2M); Field & Reform (US\$ 3M); Intersectoral projects on the field (US\$ 3M); and Culture (US\$ 2.7M); Communication and Information (US\$ 1.1M).

Above all, let me mention that about 50% of all Emergency Fund allocations have been directed to Africa – for specific activities in different countries, for strengthening the field network, for contributions by the Africa Department.

The Executive Board established clear criteria guiding decisions to use the Emergency Fund – to support the implementation of 35 and 36 C/5, to advance UNESCO Global Priorities, to respond to the needs of least developed countries and Small Island Developing States, and to push reform forward.

Let me take a few examples to illustrate.

The work of the Intergovernmental Oceanographic Commission is being supported to the amount of US\$ 1.1M, including specifically US\$ 130,000 for the Caribbean Tsunami Information Centre.

Some US\$ 630,000 has been allocated to support policy development for youth engagement and participation in Africa, Asia and the Pacific (Indonesia, Myanmar, Mongolia and Papua New Guinea), and in the Arab region (Egypt, Lebanon and Morocco), as well as for engaging youth in violence prevention in Latin America and the Caribbean.

US\$ 415,000 have been allocated to ensuring statutory meetings of the 2003 and 1970 Conventions in 2012, whose regular programme funds had been reduced by the overall budget reduction imposed on the 36 C/5.

In Africa, some US\$ 490,000 has been allocated to building capacities on World Heritage and in the cultural industries in support of the implementation of the 2005 Convention.

Funding for cultural heritage preservation focused on the support of an ambitious capacity building programme in Africa, Latin America and the Caribbean and South East Europe to bolster the fight against the illicit traffic in cultural objects of experts from 62 countries in total.

When I speak of the Emergency Fund, I also wish to mention all the support in kind provided by Member States, especially to hold statutory meetings – I underline here the Russian Federation for the World Heritage Committee in St Petersburg, Kenya, Namibia and Angola, and there are many more. This support is essential to our work, for which I am deeply grateful.

US\$ 500,500 has been allocated to support the Pedagogical Utilization of the General History of Africa. Let me once again thank Angola for its pledge to ensure the continuation of this important extrabudgetary project.

The Emergency Fund is supporting the upcoming World Summit on Information Society (WSIS) 2013+10 Review Meeting, hosted by UNESCO from 25-27 February, 2013 (US\$ 302,000).

I have allocated US\$ 220,000 to support Member States' capacities in media literacy, digital heritage and open access to information in Africa and the Caribbean, relating to the priorities of the IFAP programme.

This is the current situation, and we are actively reviewing further projects – a programme specialist very soon will be sent to Congo to review potential projects to receive support by the Emergency Fund in education and teacher training, as I promised during my visit, to bolster our work in the Congo.

I take this opportunity to thank once again all Member States for their generous commitment to UNESCO, including also through support in kind and extrabudgetary funding, and I appeal to all Member States for their support in replenishing the Emergency Fund and also in kind.

Thank you very much

**Partie 2. Initiative globale du Secrétaire général des Nations Unies,
L'éducation avant tout.**

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais aborder les questions liées à l'initiative globale du Secrétaire général des Nations Unies, « l'éducation avant tout ».

Elles portent sur plusieurs points :

- le rôle de l'UNESCO dans cette initiative,
- les ressources qui y sont consacrées,
- les modalités de mise en œuvre, en lien avec l'Education pour tous.

Sur notre rôle, d'abord : comme vous le savez, j'ai été nommée secrétaire exécutive de l'initiative, et depuis le mois de décembre, l'UNESCO est officiellement chargée d'en héberger le secrétariat.

C'est une responsabilité importante et c'est surtout le moyen pour nous de garantir une parfaite synergie entre cette initiative et le mouvement de l'Education pour tous.

En réponse à la question posée par le Japon, le fait que nous ayons le secrétariat va nous permettre d'assurer une parfaite cohérence avec l'EPT et nous veillerons à impliquer le comité de pilotage de l'EPT.

Le secrétariat sera situé à New York, dans notre bureau de liaison, à la demande de plusieurs membres du Comité de pilotage, afin de faciliter les échanges quotidiens avec le Secrétariat des Nations Unies, et nous allons y transférer un de nos directeurs.

En réponse aux questions de l'Autriche, de l'Italie, du Venezuela, de la Gambie, d'Oman et des Etats-Unis, sur les ressources que nous allons y consacrer, ma réponse est double :

- D'une part, comme les objectifs de l'initiative sont alignés avec ceux de l'Education pour tous (EPT), déjà prévus dans le C4/C5 actuel, nous travaillons à ressources constantes.
- D'autre part, pour couvrir les besoins supplémentaires du Secrétariat, qui portent sur la coordination et la communication, plusieurs pays ont déjà exprimé leur intention de nous soutenir ou de détacher du personnel, notamment l'Australie et le Danemark, et j'ai d'ailleurs pu discuter avec le Premier ministre à Davos sur le développement de l'initiative.

La France met justement en lumière la mission de plaidoyer qui est une part essentielle de cette initiative. L'UNESCO a une longue expérience et un savoir faire reconnu dans le plaidoyer, que ce soit via le rapport annuel de suivi de l'éducation pour tous, ou les conférences comme celle pour l'éducation des filles et des femmes, dédiée à Malala.

Ce que l'initiative va apporter, c'est deux choses :

- D'abord, elle nous permet de parler plus fort, avec plus de poids, et nous sert de levier, à ressources constantes.
- Ensuite, elle nous permet de toucher de nouveaux partenaires – et l'UNESCO profite ici d'une position privilégiée en tant que secrétariat, car nous allons faire la liaison avec les Pays Champions – sans s'y limiter bien entendu, parce que beaucoup d'autres pays ont manifesté un intérêt profond – et toute une série de nouveaux partenaires, dans le domaine de la santé, des médias, par les réseaux du Comité de Pilotage.

C'est notamment en cela qu'elle va permettre de renforcer et d'accélérer le mouvement de l'Education pour tous, car c'était une question soulevée par la Norvège notamment.

Moins de 4 mois après son lancement, cette initiative a déjà créé une nouvelle dynamique:

1. Je viens de lancer à Davos, en présence du Secrétaire général des Nations Unies, et en partenariat avec le Programme alimentaire mondial et

l'UNICEF, un programme pour améliorer l'accès aux soins, à la nutrition et à l'éducation pour les enfants les plus défavorisés, qui devrait débiter dans quatre pays pilotes - Haïti, Mozambique, Niger et au Pakistan.

2. A Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, nous aurons au mois de mars une conférence pour le développement des partenariats publics privés dans le domaine de l'éducation.
3. L'UNESCO est fortement impliquée dans la préparation de la réunion ministérielle *Learning for All* en Avril 2013, à Washington, avec le Secrétaire général, Gordon Brown et la Banque mondiale, en direction des pays qui comptent le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. J'ai discuté de cette question avec le Directeur de la Banque Mondiale et avec Gordon Brown, et l'idée est de réunir un panel composé de ministres de l'éducation et de ministres des finances. Il est parfaitement clair que l'idée est de soutenir la réalisation du deuxième Objectif du Millénaire pour le développement, d'accélérer le mouvement de l'éducation pour tous, et de faire la passerelle avec l'agenda post-2015.
4. L'UNESCO sera également à Doha en Avril avec son Altesse Sheikha Moza pour la conférence « Educate a child », dont els objectifs convergent avec les nôtres. Nous sommes d'ailleurs un partenaire stratégique de cette initiative, lancée au sommet WISE de novembre dernier, avec un premier projet en Iraq et le prochain au Yémen.

Ce sont des priorités qui sont également celles de l'Education pour tous et qui s'intègrent dans la démarche de l'UNESCO pour atteindre les OMD et définir l'agenda post 2015. Le fait que nous soyons le secrétariat va nous permettre d'éviter les doublons.

En ce qui concerne la mise en œuvre concrète de cette initiative – en réponse à la Gambie – je voudrais préciser plusieurs points :

D'une part, nous allons poursuivre le travail avec les pays champions, pour adapter le dispositif aux besoins de chaque pays et chaque région, par des consultations de chaque groupe régional, à Paris et à New York – et je réponds ici à la délégation du Congo : tous les Etats membres sont évidemment conviés à ce dialogue.

L'une des questions les plus importantes porte sur le rôle des Pays champions et j'ai encore discuté récemment de cette question avec le Vice-Secrétaire général, M. Elliasson, car ce rôle me paraît en effet devoir encore être clarifié.

D'autre part, nous allons pouvoir finaliser la feuille de route qui assure la cohérence et le suivi de l'initiative :

1. Pour fédérer les acteurs en vue du « coup d'accélérateur final » pour 2015.
2. Pour inscrire l'éducation au cœur de l'agenda mondial après 2015 – et sur ce sujet nous sommes aussi en pourparlers avec un certain nombre de pays, comme avec la Russie pour le prochain G20.
3. Pour lever des nouvelles ressources pour l'éducation – et c'est notamment le but de la conférence avec la Banque Mondiale.

En réponse à la question du Burkina Faso, notre implication conceptuelle et opérationnelle dans la conduite de cette initiative est donc maximale, aussi bien en amont, puisque nous en avons défini la ligne directrice et le contenu stratégique, qu'en aval.

Je réponds également à la question soulevée par le Burkina Faso, sur la place de l'Afrique dans cette initiative. Elle est évidemment centrale, puisque l'Education avant tout vise les groupes marginalisés et les pays les plus éloignés des objectifs.

L'UNESCO va se rapprocher du groupe Africain sur la façon de conduire l'initiative dans la région, et je pense en particulier à la Tunisie et à l'Afrique du Sud, qui sont pays champions. C'est un sujet que nous allons également intégrer dans notre nouvelle stratégie opérationnelle, car il est essentiel de lier les deux.

L'enjeu sera de s'assurer que les engagements sont respectés, comme le suggère la délégation d'Oman. Et la clé du succès, comme dans toute initiative volontaire, réside dans le suivi transparent et scrupuleux des résultats, et l'UNESCO va développer un outil d'évaluation pour aider les pays engagés à rendre compte des résultats obtenus, et de l'impact de l'initiative.

L'une des clés de la réussite, comme le souligne l'Arabie Saoudite, ce sont les enseignants.

Nous nous heurtons, sur ce point précis, à la question de l'attractivité du métier d'enseignant, qui soulève des questions de salaire, de statut, de reconnaissance sociale, de formation.

C'est un sujet complexe, sur lequel nous travaillons notamment avec l'Internationale de l'éducation, et je rejoins l'observation d'Oman : la formation des enseignants ne se limite pas à la maîtrise d'une discipline, elle doit intégrer la vision de leur rôle et de leur métier.

C'est pourquoi l'UNESCO a lancé en 2012 une nouvelle stratégie pour les enseignants, qui intègre clairement cet enjeu du statut.

L'UNESCO met à disposition plusieurs outils pour soutenir les efforts des Etats membres :

- aide à la conception et au développement des politiques de formation des enseignants
- mise en œuvre des standards de qualité et d'accréditation des établissements et des diplômes
- aide à l'utilisation des nouvelles technologies.
- suivi des recommandations de l'UNESCO et du Bureau international du travail sur le statut des enseignants...

Et ce sont évidemment des outils que nous intégrons dans l'initiative du Secrétaire général.

J'en profite pour répondre à la délégation de Djibouti, qui souhaite connaître les progrès de nos efforts pour la formation des enseignants en Afrique.

L'UNESCO travaille avec l'Ouganda, le Mali, la Guinée Conakry, la Mauritanie, le Mozambique, le Congo et le Niger pour établir un diagnostic de la situation des enseignants.

Le Bénin, le Burundi et le Lesotho ont achevé ce travail et intègrent les résultats dans la rédaction de leurs nouvelles politiques, avec le soutien de l'UNESCO.

Le Burkina Faso et la Sierra Leone ont quant à eux adopté leurs politiques et l'UNESCO les appuie dans la mise en œuvre.

Je signale aussi les très bons résultats de plusieurs activités de renforcement des capacités dans le domaine des nouvelles technologies : en Namibie par exemple, et de nombreux pays manifestent leur intérêt pour l'adoption de notre Cadre des compétences pour les enseignants, en particulier en Angola, qui vient d'adopter une politique dans ce domaine.

Je signale également que le développement d'un cadre national de qualification a démarré dans les pays de la CEDEAO (Communauté économique des états d'Afrique de l'ouest), de la CEEAC (Communauté économique des états d'Afrique centrale) et de la CEA (Communauté est-africaine)

En réponse à la délégation du Japon, qui souligne l'importance de l'éducation au service du développement durable, je voudrais indiquer que l'éducation au service du développement durable occupe une place centrale dans le document cadre que nous rédigeons pour la promotion de la citoyenneté mondiale qui sera intégré dans la mise en œuvre de l'initiative Education avant tout.

Je voudrais également rassurer le Venezuela sur la place de l'enseignement supérieur, qui a été explicitement mentionné dans la déclaration de la réunion mondiale sur l'EPT en novembre et dont nous veillerons à ce qu'il vienne appuyer les objectifs de l'initiative.

Les Emirats arabes unis soulignent l'absence, dans la région arabe, d'instruments et d'expertise suffisante pour accélérer les progrès éducatifs et suggèrent la création d'un centre.

A cet égard je voudrais rappeler qu'une réunion des 8 centres de catégorie II pour l'éducation se tiendra au Centre Régional pour la planification de l'éducation, situé à Sharjah, du 5 au 7 mars 2013. Un représentant du futur centre de Catégorie II, dont la création sera je l'espère approuvée par le Conseil exécutif et qui sera situé en Arabie Saoudite, devrait y participer avec des représentants de l'UNESCO et des instituts de Catégorie I.

C'est l'occasion de donner au centre de Sharjah un nouveau départ. Le soutien du gouvernement est un atout et les bureaux de l'UNESCO à Beyrouth et Doha sont engagés dans ce travail.

Je vous remercie, et je suis à votre écoute

Part III - Update on Draft C/4 and C/5

Thank you, Madam Chair.

This is a crucial moment in the preparation of the draft 37 C/4 and 37 C/5 documents.

We must look beyond short-term difficulties, to the long-term, to craft a strategic vision of UNESCO at a time of change and challenge – in this respect, I wish to commend you, Madame Chair, for your introductory statement this morning.

We must strengthen our work to lay the foundations for lasting peace and sustainable development on the basis of human rights, dignity and justice.

We must accelerate reform, to build a sharper and more effective UNESCO.

For this, we need a process that is inclusive and transparent, and this has been my guiding principle.

I refer here to the questions of the Delegations of the United Kingdom, Congo, Venezuela, Egypt and China on the process of consultations.

Let me thank Member States once again for the constructive discussions held at the 190th session of the Executive Board on my Preliminary Proposals.

These discussions drew on the guidelines of the General Conference, the discussions of the Leaders' Forum and the report of the Youth Forum.

They built on our Thematic Debates on Global Priority Africa, Global Priority Gender Equality, Small Island Developing States, Culture of Peace and Sustainable Development.

They reflected the consultations held through two online questionnaires with Member States and Associate Members, intergovernmental organizations and international non-governmental organizations, and five regional consultations with Member States and National Commissions.

An unprecedented number of NGOs have participated (93). The Preliminary Proposals were also discussed at the International Conference of NGOs in December, after an earlier discussion last July.

As requested by the Executive Board at the last session, I am engaged in a new series of consultations in the run-up to the next session.

These consultations follow two tracks.

They focus on UNESCO's role in key, cross-cutting programmatic areas – such as “empowering youth for peace and sustainable development,” “social inclusion, social transformations and social innovation”, “science and technologies for knowledge societies” and, most recently, on “water”.

I am meeting also with all Regional Groups, including political groupings.

I have held already 9 such consultations -- these will continue, as the preparation of the C/4 and C/5 is ongoing and dynamic.

At this stage, I will answer your questions as fully as possible, with a view to presenting full draft C/4 and C/5 documents by mid March.

Let me say that I agree with the delegation of Canada that more can be done to bring in partner networks, especially cities.

This is why we are looking to reinvigorate the *Creative Cities Network* -- this requires the support of Member States, as the General Conference agreed in 2011 that funding should come from extrabudgetary resources.

A Funds in Trust project of the United States, established in 2011, is enhancing the Network's outreach by developing capacities in underrepresented regions, especially Africa and the Arab States.

The Municipality of Beijing (*UNESCO Creative City for Design*) and the Wanda Group have pledged to support the revitalization and strengthening of the *Creative Cities Network*.

I am grateful for this and count on all States and private partners to help us make the most of the Network's potential.

Decision 190 EX/19 provides strong guidance to prepare the draft C/4 and C/5.

As the Chair of the Executive Board said in closing the 190th session:

"The opportunity for reform is now before us [...] the status quo is not acceptable."

I fully agree with you.

As you said then, Madame Chair,

This is our opportunity *"to put forth new, bold and innovative ideas to help transform the Organization for the future."*

This process must reflect the imperatives of reform. It must be consistent with the follow-up of the Independent External Evaluation of UNESCO. And it should concentrate on four major orientations for the Organization:

- Increasing focus;
- Positioning closer to the field;
- Strengthening participation in the United Nations system;
- Developing and strengthening partnerships.

The 190th session of the Executive Board reaffirmed UNESCO's mission statement:

As a specialised agency of the United Nations, UNESCO – pursuant to its Constitution – contributes to the building of peace, the eradication of poverty, and sustainable development and intercultural dialogue through education, the sciences, culture, communication and information.

Member States agreed also on the proposed five functions, articulated at the global, regional and national levels.

There is consensus to focus UNESCO's action on two overarching objectives (which were reduced from five) -- to contribute to lasting peace and to sustainable development and the eradication of poverty.

These objectives must guide our work with respect to the two Global Priorities, Africa and Gender Equality, and our activities for youth, Least Developed Countries, Small Island Developing States and countries in transition.

A number of Delegations (China, the United States of America, Venezuela, Japan and the United Arab Emirates) raised questions relating to paragraph 9 of Decision 190 EX/19.

This paragraph affirms *“the relevance of UNESCO's five major programmes or fields of competence,”* and requests this to be taken into account, including through *“clear proposals for innovative, holistic and effective structures and programme delivery as well as enhanced interdisciplinarity.”*

I have listened with care to the views of Member States during the last Board session and in consultations.

Let me say again I am determined for the 37 C/4 to strengthen UNESCO.

There will be no reduction of our ambitions.

There will be no dilution of our mandate.

There will be sharper focus, there will be stronger relevance, and there will be greater innovation.

We will strengthen our work across all our fields of competence, on the basis of a comprehensive assessment of priorities, guided by the need for concentration.

Whatever strategic priorities or thematic focus areas we choose, they will address all of UNESCO's five main areas of competence. I trust this reassures the delegation of Japan on this point.

We must refocus and reposition, in order to renew and revitalise UNESCO.

For this, in my view, the 37 C/4 must concentrate on seven strategic objectives, which, I believe, reflect the concerns of Member States.

In addition to these, I propose that 'social transformation and intercultural dialogue' be a cross-cutting strategic priority and thematic focus area – I will dwell on this in a moment.

Our first strategic objective is to shape the global education agenda.

This requires vision, foresight, analysis of trends, and understanding where and why we are falling short.

This is why we advocated for a comprehensive vision to guide the Secretary-General's *Global Education First Initiative*. This is why we are gathering experts to revisit the 1996 Delors Report commissioned by UNESCO, after the 1972 Faure Report. This also guides our leadership of the Education for All review process and to shape the post-2015 agenda.

Our second objective is to foster inclusive, quality and lifelong learning opportunities for all and to promote a sense of global citizenship.

There is wide consensus that the next global education agenda must promote equity and quality content -- including to help learners gain solidarity, respect and responsibility for shaping the future.

It must also harness the full potential of the ongoing ICT revolution – from mobile learning to open educational resources -- to increase access to knowledge and to bridge divides within and between countries.

The third objective is to strengthen international cooperation in the sciences, for peace, sustainability and social inclusion by mobilizing international scientific collaboration.

We will seek to reinforce the sustainability of terrestrial, freshwater and ocean resources and to reduce disaster vulnerabilities and risks, by building on our leading international and intergovernmental programmes in the field of the sciences.

The fourth objective is to bolster the interface between the sciences, policy and society -- by assisting Member States in developing capacities, including through online resources and improved access to information, by supporting the development of STI policies for more inclusive and sustainable development and by taking into account also the ethical and social dimensions of sustainable development.

A fifth objective is to foster peace, dialogue and reconciliation through heritage and cultural expressions, drawing notably on UNESCO's normative framework, which provides a unique platform for international cooperation and dialogue to safeguard, protect and preserve cultural heritage in all forms -- be it monumental heritage, intangible cultural heritage, digital heritage, or cultural objects.

The sixth objective is to contribute to peace and sustainable development through capacity-building to safeguard and promote the diversity of cultural expressions and to harness the power of creativity and innovation to drive sustainable development and poverty eradication.

The seventh objective is to promote freedom of expression and media development, by building capacities and an enabling environment conducive to press freedom and freedom of information, which are essential for democracy, development and peace, and by promoting the safety of journalists, especially in countries in transition and post-conflict situations.

This is related to the question raised by the distinguished delegate of the United States.

UNESCO will remain firmly committed to promoting the free flow of information, freedom of expression and freedom of press.

This is mandated in our Constitution, and it is central to Article 19 of the *Universal Declaration of Human Rights*.’

Freedom of expression must be respected in both the ‘real’ and the ‘digital’ worlds.

UNESCO will take these issues forward in a multi-stakeholder setting, including professional organizations and civil society.

We will support Governments in sharing experience about policies that comply with international standards on freedom of expression and freedom of press.

We will engage also with the private sector to improve universal access to new information and communication technologies, especially the Internet.

In these ways, UNESCO’s action to promote freedom of expression and media development will receive new focus, as a stand-alone, strategic objective guiding all our work, with appropriate structural arrangements in place to this end.

In sum, never will our activities to support freedom of expression have had such prominence.

The distinguished delegate of Kenya asked about the place of youth in the C/4.

The needs and aspirations of youth are central concerns to UNESCO. This is why our first thematic consultation addressed the theme of “Empowering Youth for Peace and Sustainable Development.”

Young people carry the greatest burden of change across the world, especially young women.

They are also setting the pace for key social transformations.

UNESCO has a powerful contribution to make, and we will ensure the mainstreaming of youth concerns throughout the draft 37 C/4 and 37 C/5, which will also be based on a comprehensive operational strategy on youth to be submitted to the next Board.

This work will build also on the achievements and lessons from the implementation of the *African Youth Strategy*, which closes in 2013.

UNESCO will pursue three overall goals:

1. Policy formulation and review with the participation of youth;
2. Capacity development for the transition to adulthood;
3. Civic engagement, democratic participation and social innovation.

The distinguished delegate of Japan asked about the place of 'sustainability science'.

At a time when the planet's boundaries are being crossed, we need to mobilise all scientific knowledge to support effective and inclusive policies for sustainable development.

'Sustainability science' will feature clearly in the draft 37 C/4 and 37 C/5 documents, and I believe the closer integration of the natural and the social and human sciences will strengthen this approach and UNESCO's action.

This is also part of UNESCO's support through its Intergovernmental Oceanographic Commission to the *Oceans Compact*, launched by the United Nations Secretary-General, to promote the sustainable use, management and conservation of the ocean and coasts.

Let me thank the Government of Japan for its vision and its support in organizing a regional scientific workshop on 'sustainability science' in the Asia-Pacific Region later this year, where UNESCO will participate.

As raised by the distinguished delegate of Venezuela, Paragraph 7 of Decision 190 EX/19 requests me to reflect “*social inclusion, ethical and social challenges and communication and information*” into UNESCO’s two overarching objectives.

I have heard the determination of Member States to strengthen UNESCO’s action to accompany societies facing the pressures of globalisation.

I couldn’t agree more.

All societies are transforming today.

All societies face new questions about social justice and cohesion, about cultural diversity, about the role of young people, about new forms of communication.

All societies must address new demands arising from social transformations and the need for mutual understanding -- especially countries in transition and in post-conflict situations.

These points emerged clearly from the *Third Arab Economic, Social and Development Summit*, held in Riyadh on Jan 21-22, which I attended and which explored all aspects of the changes underway across the region.

These were the conclusions of Rio+20, which underlined the ‘social dimension’ as one of the three pillars for sustainable development.

This was also the message from the *Davos Economic Forum*, where rising social inequalities were defined as the greatest risk facing countries today, higher even than economic crisis in some countries.

UNESCO has a unique mandate to help States respond to new needs – an essentially humanist mandate -- and we have unparalleled experience to build on.

But we must consolidate our action, we must join all our tools, we must create powerful new synergies.

This is my determination, and this is why I will propose the creation of a Centre for Social Transformations and Intercultural Dialogue, within the Secretariat, based at Headquarters.

The distinguished delegate of Venezuela on behalf of GRULAC and the Russian Federation asked for details on the Centre as did other Delegations during consultations.

These are still early days and I will circulate a concept note in due course, but let me take this opportunity to flesh out a bit this idea, which is still in the making.

The mission of the *Centre for Social Transformations and Intercultural Dialogue* will be to strengthen UNESCO as a global laboratory of ideas and foresight on key questions facing societies and to support Member States in developing innovative policies in response to social transformations and new needs for intercultural dialogue.

UNESCO action must be more integrated, coherent and focussed.

We can build on the MOST Programme, and let me say, in reply to the distinguished delegate of Venezuela, that this programme will not be eliminated and that is not my intention or within my prerogative. We will strengthen the programme -- to tighten links between research, practice and policy-making, to support States in developing and implementing policies to accompany social transformations, namely through human and institutional capacity-building.

We must also address the rise of new information and communication technologies, their impact on societal transformations and the emergence of digital and knowledge divides.

Drawing on the experience of the IFAP programme, UNESCO must help States develop strategies for access to information, as a condition for mutual understanding, social justice and social inclusion.

We must take forward a renewed commitment to intercultural dialogue, in response to rising diversity among and within societies, to promote respect and mutual understanding on the basis of equality, human rights, social justice and dignity.

This includes the rich partnership we have developed with the Alliance of Civilisations initiative and also the proclamation of an *International Decade for the Rapprochement of Cultures (2013-2022)* – I wish to thank Kazakhstan for its leadership and vision and underline that UNESCO will play a leading role in taking this forward.

The Centre could provide higher visibility to our action.

It will create stronger synergy and ensure more effective delivery.

Accompanying social transformations and promoting intercultural dialogue are inscribed in the DNA of UNESCO.

We need now a single, strong, strategic mechanism to take forward this mandate.

Member States have requested focus and innovation – the Centre will embody these features.

This must be the spirit of the next Medium-Term Strategy.

Focus.

Synergy.

Innovation.

In reply to the question of China, the C/4 must express UNESCO's reply to global trends as they are emerging – to retain flexibility over eight years, we should see the 37 C/4 as a rolling strategy, monitored and adjusted as necessary by the General Conference upon proposals of the Executive Board.

The 37 C/4 document is our starting point.

The Programme and Budget Document will flow naturally from this -- to ensure programme focus and concentration, and to design the right structures to pursue the proposed strategic objectives.

This is my answer at this stage to the question about structural changes, raised by a number of delegations (Venezuela, China, Japan and United Arab Emirates). It is premature to explore these issues in detail, as we are still in the process of analysing, listening and consulting.

We must get the 37 C/4 right and craft a vision that responds to the strategic concerns of Member States – we can then build on this to define in detail the 37 C/5.

In this respect, we will take fully into account paragraphs 15 and 16 of Decision 190 EX/19 on review and assessment of programmes, to evaluate relevance and reduce overlap.

In this context, let me reply to the question of the distinguished delegate of France on UNESCO's contribution to the post-2015 process.

To build a more equitable and sustainable world, the post-2015 development agenda must be bold.

We must harness the full power of education, the sciences, culture and communication to steer the transformational changes necessary for poverty reduction and the preservation of the planet.

These are UNESCO's messages as we work to shape the post-2015 agenda, and they must be at the heart of the next Medium-Term Strategy.

UNESCO is an active member of all important mechanisms and groups created on the post-2015 process – at the global, regional and national levels.

We are engaged also through our leadership of the two new initiatives of the Secretary-General -- *Global Education First* and the *Scientific Advisory Board*.

This is vital year, and we will work on all fronts – by leading consultations on education at all levels, as a contributing agency for the global thematic consultation on water and through the *International Year of Water Cooperation*, through the *Creative Economy Report*, the *ECOSOC Annual Ministerial Review* on “The Role of Science, Technology and Innovation as well as Culture for Sustainable

Development,” the *Hangzhou International Congress on Culture and Sustainable Development*, as well as the *Thematic Debate on Culture for Sustainable Development* organised by the President of the 67th UN General Assembly this June.

UNESCO is deeply engaged in shaping both the *contours* and *content* of the post-2015 global development agenda.

All of this requires from us strong leadership and strong partnerships across the UN system. Getting the post-2015 agenda right is a key goal of the next Medium-Term Strategy.

Part IV – Outstanding Questions

Ladies and Gentlemen, allow me now address outstanding questions from Member States.

The distinguished delegate of Saudi Arabia raised a question about the use of languages in the secretariat and in the field.

If I understand correctly, let me reassure him that the Organization is and will remain fully committed to the use of all six official languages. We are exploring how best to use all our resources and skills to raise visibility and improve content – including through the use of field offices. This is one of the goals of a draft communication strategy we are currently discussing.

The distinguished delegate of China asked about the 1970 *Convention on the Means of Prohibiting and preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property*.

Following the Executive Board decision, I can announce here that an Extraordinary Meeting of States Parties will take place on 1-2 July 2013 at Headquarters.

The invitation letters and provisional agenda will be sent by the end of February.

The goal of the Extraordinary Meeting will be to elect the 18 members of the Subsidiary Committee that will meet on 3-4 July 2013 at Headquarters and discuss future operational guidelines for the effective implementation of the Convention.

Working documents on election to the Subsidiary Committee and draft operational guidelines will be communicated by late March.

We are on track, but I take this opportunity to appeal to Member States for greater support to follow-up on the Executive Board decision.

The distinguished delegate of Argentina asked about UNESCO's work to safeguard endangered languages.

As you know, the last General Conference decided that a number of activities would be undertaken through extrabudgetary funding – including activities for language diversity and endangered languages.

We are seeking to identify funds, and proposals have been submitted to Governments and Foundations, especially for the *Atlas of Endangered Languages*.

Relevant activities are underway – for instance, the project led by the UNESCO Office in Brasilia to document Amazonian languages.

But let me appeal here for further support by Member States to underpin UNESCO's work in safeguarding endangered languages as essential factors for cultural diversity.

The distinguished delegate of the Russian Federation asked about enhancing the role of IFAP and ensuring adequate funding.

Funds are provided under the Regular programme to cover statutory obligations (IFAP Intergovernmental Council meetings), and the Secretariat is actively supporting Member States to achieve IFAP goals.

As you know, IFAP was established in 2001 to provide a platform for international policy discussion and developing guidelines of action for access to information and knowledge.

The focus falls on five priority areas – ‘Information for Development,’ highlighting the value of information for development, ‘Information Literacy,’ essential for people to use and produce information effectively to achieve personal, social, occupational and educational goals, ‘Information Preservation,’ building on the principles of the *Memory of the World Programme*, ‘Information Ethics,’ addressing the ethical, legal, and societal dimensions of the application of ICT, and ‘Information Accessibility,’ also paying attention to the special needs of people with disabilities.

The mobilization of extrabudgetary resources is crucial to take these forward.

I mentioned earlier the resources allocated under the Emergency Fund to support Member States’ capacities in Africa and the Caribbean, in IFAP priority areas.

Let me take this opportunity to urge Member States to contribute to the *IFAP Special Account*.

The results of the current review of the implementation of the *IFAP Strategic Plan (2008–2013)* will be presented to the September session of the Executive Board and guide future orientations of the programme.

With reference to the question from the distinguished delegate of the United Kingdom about an article posted online on the UNESCO-IHE proposal for a global campus -- the concern is this may have been perceived as prejudging the conclusions of the Board’s review.

Let me say that, acting in its own capacity, the Governing Board of IHE did give a green light to the preparatory work of the proposed network.

At the same time, the necessary actions have been taken to correct the information on the websites, and I would like to reassure the delegate that I have abided to the decision of the Executive Board.

The distinguished delegate of Egypt posed a question relating to the situation of the cultural heritage sites and educational institutions in the Occupied Palestinian Territory – this is related to a question posed by the delegate of Saudi Arabia.

The last Executive Board decided to adjourn the five related agenda items to the 191st session – so, there was no decision requesting me to take specific action on the situation of the cultural heritage sites and educational institutions in the Occupied Palestinian Territory on which I should report at the next Board session.

However, several interventions during the last Executive Board highlighted the wish – (i) to see UNESCO fulfil its technical mandate on the ground and pursue its work, especially in education and culture, and (ii) in line with Decisions taken by the Executive Board in previous sessions, to implement the Decisions of the World Heritage Committee concerning the preservation of the cultural heritage sites.

As you know, the UNESCO Ramallah Office is responsible for implementing activities related to the preservation of Palestinian cultural heritage.

As presented in document 190 EX/38, UNESCO continues to provide technical assistance and to build the capacities of relevant Palestinian institutions.

I refer here to the completion of the Charter on the conservation of sites of cultural significance, the finalization of the Palestinian Heritage Law and the development of the Riwaya Museum in Bethlehem.

Last July, we launched a three-year programme for local development through the rehabilitation and revitalization of the historic built environment, funded by the Government of Sweden through SIDA.

Let me turn to the reference made by Egypt to *“steps taken towards convening a meeting on this matter at UNESCO and / or dispatching a team of experts to assess the situation and report to the upcoming 191st session of the Executive Board.”*

As I said, the last Executive Board did not request me to take action in this regard and report to the next Board session.

I have been informed about informal consultations underway amongst Member States on a way forward, and I hope these are constructive and progress in a spirit of openness and good will -- bearing in mind past decisions of the Executive Board and the World Heritage Committee for UNESCO to discharge its technical mandate with the full cooperation of all concerned parties.

I am in your hands and will continue listening to your concerns and proposals on moving forward.

Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

This has been a very important meeting – important for clarifying the stakes and also our ambitions, important for me as Director-General.

We have achieved a lot in 2012. We must now maintain our course and steer forward -- to define a new Medium-Term Strategy, to craft a stronger and more innovative Organisation guided by a fresh reading of our mandate.

A Latin adage expresses well the spirit of these times:

Tempora mutantur et nos mutamur in illis

Times are changing and we change with them.

We are guided by this idea. Change is all around us, in our societies, in our lives, in our relations.

UNESCO provides key help to States seeking to answer the difficult question posed by globalisation – we must rise to meet new expectations, to address new demands, to help States tackle the core issues today for lasting peace and sustainable development.

This is my determination, and this spirit is one we share as we move forward together.

Thank you for your attention.